



BP: 149 ARLIT - NIGER

Tel : 87 24 98/ 595928
E-Mail : aghirin@intnet.ne -
Aghirin_man@yahoo.fr
Agrément N°11/MI/D/DGAPJ/DLP du
10/01/03

Déclaration du président de l'ONG Aghirin'man aux participants du colloque international sur la prévention des risques

« Contaminations radioactives et protection des populations » qui doit se tenir à Lyon (France) du 1er au 2 avril 2005.

**Madame la vice-présidente du Conseil Régional Rhône-Alpes,
Mmes et MM les représentants des ONG et associations pour la protection de l'environnement et des droits humains,
Honorables invités, Mmes et MM,**

C'est pour nous un grand regret de ne pouvoir prendre la parole devant vous pour vous remercier de vive voix et exprimer toute notre gratitude pour l'invitation fabuleuse à ce colloque.

Mon absence s'explique par la volonté des exploitants miniers d'uranium au Niger d'isoler et maintenir dans l'ignorance notre association et les populations sur les risques de contamination.

Le thème de ce colloque cadre parfaitement avec les préoccupations du moment dans mon pays, le Niger, et particulièrement dans sa région nord appelée Agadez, où se trouve la ville d'Arlit (140 000 habitants dont 70 000 dans le centre urbain). C'est là que deux filiales du groupe français AREVA exploitent des gisements d'uranium depuis 35 ans. Cette Arlit (nom donnée par l'exploitant) n'était autrefois constituée que d'espaces pastoraux, de campements d'éleveurs touaregs, contraints aujourd'hui au recul et simple spectateurs de ce spectacle industriel du géant français AREVA. Mille six cent travailleurs nigériens et leur famille sont venus pour tenter d'échapper à la pauvreté à leurs risques et périls presque pour se sacrifier au nom d'une nation qui n'avait pas d'autres choix.

Au lendemain de la création de notre association en 2001, nous nous sommes interrogés sur un certain nombre de phénomènes dont les populations font état et qu'ils attribuent aux impacts environnementaux des exploitations minières d'uranium. Les populations disent sans trop savoir « c'est la radiation ».

En effet, la mort suspecte de certains travailleurs ayant occupé des postes exposés, les nombreux cas d'hypertension, maux de tête, maladies de la peau et des yeux, l'absence de diagnostic de maladies professionnelles depuis 35 ans, la dispersion et l'usage par les populations des ferrailles à fort risque de contamination pour faire des toitures de maisons, des ustensiles de cuisine, la disparition de la faune sauvage auparavant très riche et variée dans cet espace, la destruction totale des espaces forestiers et

pastoraux etc... nous ont conduit à nous poser les questions suivantes :

Les unités industrielles d'exploitation et de production d'uranium ont-elles un impact sur la situation sanitaire et radiologique ?

L'exploitation minière a-t-elle un impact, ou joue t-elle un rôle positif dans le développement durable de la région ?

En posant ces deux questions, notre ONG a évoqué les sujets qui fâchent le groupe français géant AREVA et ses filiales au Niger et la polémique s'est installée.

Pour nous, les réponses sont simples :

Si, effectivement il y a des impacts négatifs sur la situation sanitaire, il y a lieu de prendre des mesures de nature à les minimiser au maximum.

Si au contraire, il n'y a pas d'impacts, alors cela rassure les populations sur leur situation radiologique et sanitaire et l'exploitation minière confirme son importance dans les conditions actuelles pour un développement durable de la région et du pays.

L'impact négatif sur l'environnement n'a pas besoin d'être démontré, il suffit de se rendre sur le terrain pour constater que : le bois de chauffe, auparavant à 10 km des sites, se trouve aujourd'hui à 300 km. Les pâturages se sont raréfiés. La faune sauvage est affectée. Des espèces comme l'autruche, les antilopes sont décimées et les survivants ont eu le même recul que le bois de chauffe. Il est fréquent de voir la population nomade errer, particulièrement les femmes (dont les souffrances ont augmenté), à la recherche d'un point d'eau ou d'un espace pastoral.

Les ferrailles et autres déchets industriels constituent un fond de commerce et une source de vie pour une partie des populations urbaines d'Arlit qui n'a pas d'autres choix devant la pauvreté et l'ignorance. L'interdiction, par l'exploitant, d'utiliser ces ferrailles et déchets serait, pour la population, une manœuvre et une arme supplémentaires pour prouver à ces populations que leur vie dépend de lui et les associations de protection de l'environnement subiraient alors la colère des populations : voilà comment on veut prendre la population en otage.

Nous serons les premiers à applaudir et nous féliciter des résultats d'une étude indépendante qui écarte toute possibilité de nocivité et de danger dans les méthodes passées ou actuelles des exploitants. Il n'y a donc pas

volonté délibérée de nuire ou perturber les activités d'AREVA.

De ces inquiétudes sont nées d'autres interrogations :

Pourquoi les questions environnementales font-elles l'objet de tant d'agressivité et de refus de tout contrôle indépendant de la part des exploitants ?

Pourquoi les exploitants locaux craindraient-ils la fermeture des mines du Niger dès lors que nous posons la question des impacts environnementaux ?

Pourquoi cet argument de fermeture est-il utilisé pour faire peur aux travailleurs et aux populations ?

Pourquoi les populations n'ont pas bénéficié de l'exploitation des richesses de leur sous sol pendant 35 ans ?

En tout état de cause, l'ONG Aghirin'man estime que ce n'est pas la fermeture des mines qui mettra fin ou dégage les responsabilités historiques des uns et des autres sur la protection de l'environnement et le développement durable de cette région pendant 35 ans.

Comme vous devez le savoir, le Niger, mon pays est le 3ème producteur mondial d'uranium avec la plus grande mine souterraine du monde et, paradoxalement, le pays le plus pauvre du monde. La région d'Arlit, après 35 ans d'exploitation de cette richesse du sous sol, vit les heures de misère les plus humiliantes. En effet, l'analphabétisme, l'ignorance, les maladies, le chômage, l'exclusion, la marginalisation et l'extrême pauvreté sont les maux qui agènouillent les populations.

Dans ce contexte, aucune prise de conscience sur la prévention des risques liés à la radioactivité ne peut se faire sans la prise en compte des facteurs incontournables de développement. Oui les usages dont j'ai fait état (usage des ferrailles contaminées, culture de la peur, acharnement sur le système écologique, etc.) sont dictés et imposés par la misère et l'ignorance. C'est ainsi que l'ONG Aghirin'man s'est lancée dans la protection de l'environnement, noble objectif dans un monde civilisé et respectueux des droits humains.

Hélas, notre objectif est assimilé aujourd'hui à du terrorisme par les exploitants miniers au Niger. Ils estiment qu'eux seuls ont la qualité et les moyens de détruire ou de protéger l'environnement, ils estiment que notre lutte devrait cesser pour raison d'Etat parce que seuls les « élites » privilégiées « nigériennes » discernent l'intérêt national et le protègent, que seuls leurs intérêts propres sont ceux de la population et de l'Etat.

La confiscation organisée et orchestrée du matériel de contrôle de la CRIIRAD en décembre 2003 n'est-elle pas une preuve qu'il y a une volonté manifeste de cacher quelque chose ?

L'organisation des voyages de presse d'une journée guidés par des hauts responsables d'AREVA sur les sites d'Arlit et la clochardisation de certaines associations et syndicats ne sont-ils pas des manœuvres tendant à créer une majorité d'ignorants ?

Comme vous pouvez le constater certains journalistes se sont contentés de décrire la situation dans leur chambre d'hôtel à l'écoute des discours officiels qui ne méritaient pas un tel déplacement. A ce prix AREVA aurait pu nourrir tant de familles qui ont passé cette nuit sans manger ou creuser un puits d'eau potable pour atténuer la souffrance des femmes !

Nous sommes heureux de constater que l'Etat et le gouvernement n'ont, jusqu'à présent, mis aucune entrave à l'exercice de nos activités. Sans doute que seules les ONG peuvent l'aider dans ce combat contre la pauvreté, combat à plusieurs fronts avec de très maigres ressources et pour 12 millions d'âmes.

Comme vous le savez, les multinationales en Afrique, sont des Etats dans les Etats et, face à cela, nos ONG ont besoin plus que jamais du soutien multiforme des ONG de la communauté internationale pour que survivent la démocratie, la liberté et que, dans notre cas, soient garantis les droits le plus élémentaires, dont celui de protéger l'environnement pour un développement durable digne d'un monde civilisé.

C'est dans esprit que les actions suivantes doivent être menées :

Une étude indépendante sur la situation radiologique, sanitaire et socio-économique dans le département d'Arlit, pour apprécier l'impact de l'exploitation de l'uranium dans le développement durable de la région.

Engager un suivi médical sérieux et des actions de soutien aux mineurs qui ont servi pendant 30 ans.

Sensibiliser les populations sur la gestion des déchets et ordures et engager leur destruction,

Former et informer les chefs traditionnels et les élus locaux dans le département d'Arlit sur les droits environnementaux.

Engager des actions de développement telles que la promotion des produits pastoraux et agricoles des villages éloignés des industries d'uranium (manger propre et sain).

Engager des actions de restauration des sols et de protection d'espèces en voie de disparition.

Soutenir les jeunes et les femmes dans des activités génératrices de revenus hors du champ de la radioactivité.

Enfin, je lance un appel du fond de ce trou à tous les participants à ce colloque de soutenir l'ONG Aghirin'man dans cette situation d'embargo et d'otage imposée par le géant AREVA et ces filiales au Niger parce que nous voulons savoir, informer et protéger les populations.

Je vous remercie.

Le Président de l'ONG
Almoustapha ALHACEN